

DÉSORDRES, RÉSISTANCES ET PRODUCTIVITÉ*

Dans une large mesure, ce numéro de Politique africaine renoue avec la tradition de « dispute » (au sens scolastique du terme) qui avait caractérisé les premières années de la revue. Comment pouvait-il en être autrement, s'agissant d'une problématique aussi vague et imprécise que celle de la violence en Afrique subsaharienne. Véritable boîte à Pandore, la notion elle-même se prête difficilement à définition, et il n'y a guère unanimité sur la meilleure façon de la documenter empiriquement.

Le pouvoir à l'état brut

Mais le flou de la notion et l'élasticité de l'objet d'étude n'expliquent pas à eux seuls le ton général du numéro. Qu'on le veuille ou non, la réalité de la violence en Afrique est massive. Des pratiques, multiformes, ont cours. Certaines sont suffisamment formalisées et routinières pour qu'on puisse les identifier et les décrire. Des institutions existent et elles les administrent ; des organisations les amplifient, et une série de normes participent à leur reproduction, sur la grande et la petite échelle. D'autres procédures sont « informelles », « extra-coutumières » ou trop fluides pour faire l'objet d'un discours péremptoire. Toutes ces formalités de la violence ne sont pas d'origine étatique. Certaines sont officielles. D'autres prospèrent à l'ombre des structures familiales, ecclésiales, éducatives et associatives : dans les lieux de travail ou dans la luxuriance des lieux de socialisation caractéristiques de la postcolonie.

D'autres encore ont émergé à l'interstice du légal et du para-légal, du gouvernemental et du non-gouvernemental. Dans plusieurs cas, la machinerie de la mort — organiquement liée aux activités criminelles de l'État ou résultant de sa décomposition — prospère en partie grâce à la « coopération » des « pays amis » (France, Israël, États-Unis, Grande-Bretagne et, récemment encore, l'Union soviétique et les dictatures communistes de l'Europe de l'Est). Dans d'autres, le rouleau compresseur de la coercition, du racket et de l'extraction a acquis une existence propre et se déploie dans une relative autonomie : les indigènes,

souvent avec « l'assistance technique étrangère », se sont, en effet, rendu maîtres des instruments de la peine et de la torture. Ils les ont « domestiqués » et ils n'hésitent point à les déployer contre leurs congénères. Des autocrates ont recruté des courtiers ou loué des bandits (autochtones ou non) pour assurer le monopole de l'extraction des ressources rares et garantir la circulation des prébendes. Pendant ce temps, la soldatesque vit sur l'habitant, fabrique la terreur, invente des complots et fait régner l'insécurité tout en exigeant le prix fort pour une protection de plus en plus évanescence.

A l'ombre de la postcolonie ont ainsi grandi des monstres. Protégée par le grand portrait du « Guide providentiel » qui pend sur tous les murs et, parfois, aux carrefours des grandes artères, dans les pénitenciers et les centres de torture, la soldatesque (policiers prévaricateurs, préposés à la délation, contrôleurs d'identité, gendarmes, hommes en kakis, « mange-mille », troupes de gueux, milices de tous genres) soumet les gens du commun à une série de coercitions directes et s'empare de ce à quoi elle n'a pas droit. Il ne s'agit plus, à proprement parler, ni de rendre dociles les corps des sujets, ni de produire l'ordre. Ici, il n'est plus seulement question du fouet et des bastonnades dont on sait qu'ils rythment la vie des pénitenciers africains, des commissariats de police, des « centres de ré-éducation » et autres maisons d'arrêt où se pratique la détention administrative illimitée. Il s'agit simplement d'administrer une violence lapidaire et improductive, dans le but de prélever, d'extorquer et de terroriser.

C'est parce que l'ensemble de ces dispositifs fonctionne allègrement que les os de millions de gens sont broyés, leurs esprits brisés et leurs reins défoncés (1), que l'armée tire sur la foule lors des « émeutes de la faim », lors des manifestations contre l'austérité résultant de l'ajustement structurel ou au détour d'une protestation contre le parti unique et son cortège d'arbitraire et d'injustice. C'est aussi la raison pour laquelle, presque partout en Afrique, les gens du commun proclament à qui veut les entendre qu'ils sont « fatigués ». C'est aussi pourquoi tant de « cris » montent du continent, et que celui-ci présente, sur la longue durée, un visage tuméfié et ensanglanté (2). Mais qui entendra ces gens et ces cris ? L'Afrique noire semble, en effet, avoir épuisé son crédit de compassion, si tant est qu'elle en ait jamais bénéficié. Toute cette économie de la mort a une généalogie que l'on peut difficilement disqualifier si l'on veut comprendre les ressorts historiques des situations contemporaines.

* Ce numéro est le prolongement des discussions vives et passionnantes qui ont eu lieu lors du colloque organisé en octobre 1990 à Bordeaux par l'Association des chercheurs de politique africaine, à l'occasion du dixième anniversaire du lancement de la revue. Le texte en débat était intitulé « Pou-

voir, violence et accumulation ». Il a été publié dans le numéro 39 de la revue.

(1) Lire S. Labou Tansi, *La vie et demie*, Paris, Seuil, 1979.

(2) J.-M. Ela, *Le cri de l'homme africain*, Paris, L'Harmattan, 1980.

Que, dans ces conditions, la présente livraison ne puisse pas toujours se départir d'une saine révolte devant ce qui, apparemment, relève de l'absurde ; qu'elle n'hésite pas à porter des jugements de valeur, à esquisser des comparaisons hasardeuses et à formuler des remarques un tantinet moralisantes ou téléologiques ne saurait surprendre. C'est le contraire qui eût étonné. La violence a, en effet, une épaisseur humaine telle qu'il est difficile d'en parler en faisant l'impasse sur des interrogations fondamentales, que celles-ci portent sur les problèmes de légitimité, d'éthique ou, plus simplement, de construction de l'ordre social. Pis, elle produit la mort : à petit feu ou, souvent, à forte dose. Elle constitue donc un aspect structurant de la postcolonie. Dans un sens, on doit dire de la postcolonie qu'elle est un régime particulier de production de la mort et d'invention du désordre.

Mais ceci est-il vraiment propre à l'Afrique ? La « grande mort » dont on sait qu'elle parcourt le champ historico-social de pays tels que la Colombie, le Pérou, l'Inde, le Cambodge, les Territoires occupés par Israël, le Liban ou la Corée requiert le déploiement de formules de la violence que personne ne songe encore à qualifier de paranoïaques. Les sociétés dites post-industrielles elles-mêmes n'échappent point à la logique de la violence et de la coercition, et elles ne brillent pas particulièrement par la douceur de leurs mœurs (3). Au mieux, elles sont parvenues à la coder, à la surréaliser et à n'en organiser la mise en scène que sur le mode du jeu et du simulacre. L'annexion de la violence réelle, sa colonisation et sa réification par les médias et par la publicité, puis sa cooptation dans les rôles du consumérisme créent la fiction qu'elle est non seulement contenue, mais encore qu'elle est suffisamment policée pour ne pas menacer l'ordre social tout court. Du coup, les discours publics et les industries de l'image donnent l'impression que la seule violence de nature à attenter à l'ordre existant est celle de l'« Autre » : du Noir des ghettos américains (adepte du crack et de la drogue), de l'Arabe des banlieues françaises (fondamentaliste musulman par principe ou, pour tout embrouiller, « terroriste » présumé).

Un examen de l'histoire de ces mêmes sociétés révèle, d'autre part, qu'elles furent loin d'être les modèles de vertu qu'elles revendiquent à tue-tête (4). L'« humanisme » à la bouche, le meurtre et le génocide de l'homme partout où elles le « découvrirent », disait d'elles Frantz Fanon. L'imaginaire impérialiste — (et la nostalgie du même nom) (5) — dont

(3) Voir, par exemple, l'étude de A. Blok, *The Mafia of a Sicilian Village, 1860-1960. A Study of Violent Peasant Entrepreneurs*, Oxford, Blackwell, 1974.

(4) R. Bean, « War and the Birth of the Nation State », *Journal of Economic History*, 33, 1973, pp. 203-221 ; A. Lüdtke, « The Role of State Violence in the Period of Tran-

sition to industrial Capitalism : The Example of Prussia From 1815 to 1848 », *Social History*, vol. 4, n° 2, 1979. Ou encore C. Tilly (éd.), *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975.

(5) Lire R. Rosaldo, « Imperialist Nostalgia », *Representations*, 26, 1989, pp. 107-122.

on peut craindre qu'il n'ait, plus que jamais, les coudées franches maintenant que l'épouvantail du communisme n'est plus là pour le distraire et pour disperser son énergie — n'a, en effet, jamais pu se traduire dans le réel qu'au prix de la mise en œuvre d'une extraordinaire folie destructrice (que ce soit en vies humaines, en infrastructures ou en identités particulières...) (6) ainsi qu'on a pu le vérifier récemment encore, lors de la Guerre du Golfe. Si tel est le cas, alors la question de savoir si « l'instinct de mort » — ou mieux, la production sociale de la violence — est plus délirant ou plus pervers en Afrique qu'ailleurs est, strictement parlant, sans objet.

On comprendra donc que ce numéro se soit écarté de toute problématisation de la violence qui, sous prétexte de ne pas banaliser des situations à proprement parler dramatiques, aurait abouti à donner un caractère inutilement « exceptionnel » ou « délirant » à ce qui se déroule sur le continent. Ce qui est important pour les propos tenus dans les articles qui suivent, c'est la façon dont chaque société aménage historiquement la violence en son sein (ou dans ses rapports avec d'autres sociétés), au travers de médiations (institutionnelles, technologiques, culturelles, symboliques...) diverses et changeantes, en fonction de rationalités propres qu'il faut expliciter, loin de toute référence malhonnête à un idéal-type ou à un modèle de vertu qui, assurément, n'existe nulle part.

Ces préalables esquissés, faut-il rappeler au lecteur quelles sont les questions qui sont à l'origine des textes qu'on va lire ?

Du gouvernement en postcolonie

Il s'agissait de contribuer au débat — qui fait rage chez les politistes et les « experts du développement » anglo-saxons et francophones — sur les réformes économiques en cours. Ces réformes — dont les programmes d'ajustement structurel sont une des pièces centrales — visent, nous dit-on, à « dé-marginaliser » l'Afrique grâce à l'extension, dans cette contrée, du mode de production capitaliste et d'une économie fondée sur les lois du marché et des avantages comparatifs. Il n'est pas besoin d'insister sur les faiblesses que présente cette façon de poser le problème. D'une part, elle « invente », presque de toute pièce, une sorte d'espace négatif, l'Afrique, que l'on ne définit jamais que par ce qu'elle n'est point, ou n'est pas encore (c'est-à-dire, en référence à un modèle idéal posé arbitrairement) au lieu de l'être par ce qu'elle est effectivement (7).

(6) Cf. M. Taussig « Violence and Resistance in the Americas : The Legacy of Conquest », *Journal of Historical Sociology*, vol. 3, n° 3, 1990, pp. 209-224.

(7) Deux exemples récents de cette littérature de « pleureuses » : R. Sandbrook,

« Taming the African Leviathan : Political Reform and Economic Recovery », et J. Ravenhill, « Reversing Africa's Economic Decline : No Easy Answers », *World Policy Journal*, vol. VII, n° 4, 1990, pp. 673-702 et 703-732 respectivement.

D'autre part, cette « invention » est faite de telle façon qu'au bout de l'opération, la nécessité de l'ajustement et du marché capitaliste apparaît comme allant de soi et comme n'ayant aucunement besoin d'une légitimation autre que celle qu'elle s'auto-confère. Enfin, toute cette opération se veut exclusivement « technique », c'est-à-dire « apolitique ». Puisqu'elle se situe au-delà des contingences de l'histoire, des contextes et des agents, des structures sociales et des formations culturelles, elle ne se soucie guère des conséquences de ses interventions.

De ce point de vue, l'universalité du capitalisme et du marché du même nom va sans dire. Le capitalisme et le marché du même nom sont supposés fonctionner partout, de la même façon, compte non tenu des histoires particulières, des rationalités locales, des structures locales de pouvoir, des réseaux de significations à partir desquels les agents se constituent en sujets. L'agent économique est, partout, supposé décider sur la base d'un calcul des utilités (minimiser les pertes et les risques et maximiser les avantages). Les « utilités » elles-mêmes sont définies dans un sens étroitement économiciste, et les contraintes externes sont volontairement minimisées. Ce que l'analyste ne comprend pas est mis sur le compte de l'« irrationalité » des Africains, de ce que l'on nomme, avec des accents de vertu et de condescendance, la « corruption », le « clientélisme » et le « patrimonialisme ». Le raisonnement présente l'attrait de la simplicité. Il n'aide en rien à la compréhension, ni des totalités sociales africaines, ni des théories indigènes du sujet humain (tout l'univers des significations matérielles et symboliques en fonction desquelles les notions d'utilité, de rationalité, de marché, bref, l'économique lui-même, prennent sens).

Or, si un tel raisonnement (partagé aussi bien par les analystes marxistes de l'Afrique que par les néo-libéraux) est naïf, le problème de la « productivité », lui, demeure. Une manière de l'aborder de façon réaliste était de le poser, en marge des canons de l'économie politique marxiste et néo-libérale. Il fallait, par exemple, réintroduire, dans la discussion, des catégories généralement négligées, mais que l'on retrouve aussi bien dans la réflexion d'auteurs comme Hobbes ou Machiavel, que dans les traditions africaines précoloniales de la pensée politique telles qu'elles nous sont restituées par les anthropologues et les historiens (8). Le thème de la violence et du « gouvernement » (des hommes et des choses) se prêtait parfaitement à ce genre d'exercice. Il fallait cependant l'envisager, non pas comme un simple problème « technique » et « apolitique », mais dans son rapport aux deux variables que sont d'une part, la productivité, d'autre part, la légitimité (9).

Pour simplifier, disons que l'on partait du postulat — fort discu-

(8) Voir les remarques de J. Lonsdale, « States and Social Processes in Africa: A Historiography », *African Studies Review*, vol. XXIV, 3, 1981, pp. 139-227, et sa contribution au Cambridge History of Africa. Ou

les travaux de R. Law sur le Dahomey ancien.

(9) Lire A. Mbembe, « Pouvoir, violence et accumulation », *Politique africaine*, 39, 1990, pp. 7-24.

table et fort gratuit — selon lequel : gouverner les hommes tout comme produire et amasser les biens sont indissociables de modalités spécifiques de répartition et de modulation de la violence. Si tel est le cas, le problème auquel l'Afrique doit faire face est de savoir comment répartir (moduler) la violence de telle façon que le résultat soit, à la fois, un accroissement de la productivité (et des possibilités d'accumulation interne) et — paradoxalement — un surcroît de légitimité pour l'État et ceux qui le dirigent (surcroît de légitimité qui, au bout du compte, est supposé accroître l'efficacité du pouvoir et diminuer les potentialités de rébellion, de guerre et de désordres).

Il faut avouer que cette façon de poser le problème peut laisser perplexe. Elle se situe à un niveau de généralité tel qu'il est difficile d'établir les relations de causalité nécessaires avec un minimum de certitude. Là où, malgré tout, on parvient à les bricoler, il n'est pas sûr que la part de l'aléatoire puisse être efficacement maîtrisé. Il ne fait pourtant pas de doute que la Corée du Sud ou Taïwan doivent leur succès économique tant à leur position géostratégique (et donc aux flux de capitaux qu'elle appelait de la part des États-Unis au plus fort de la « guerre froide »), à l'intelligence de leurs politiques économiques (investissement, banques, commerce, rapports entre État et milieux d'affaires, management du capital humain, contrôle de la force de travail et des syndicats, rôle du capital étranger...) (10) qu'aux modalités par lesquelles la violence y a été répartie et modulée, aux types de structures sociales que cette violence devait « travailler », « discipliner » et « normaliser » (en vue d'une accumulation typiquement capitaliste).

Plus simplement, la suggestion qui était faite dans le texte en discussion est qu'il existe des façons de « gouverner » qui accroissent la violence, produisent le désordre et le chaos et hypothèquent l'émergence d'économies productives et d'un ordre social légitime (11). Il existe d'autres façons de « gouverner » qui, en sachant répartir et en sachant moduler la violence, aboutissent à des résultats inverses, c'est-à-dire à la construction d'un ordre social stable, parce que fondé sur une économie productive (12). La question de la violence est donc importante, parce qu'elle invite à un examen très attentif des formations sociales qui sont appelées à la soutenir et à en absorber créativement le « travail ». Elle invite aussi à une réflexion neuve sur l'économie dans

(10) Sur la Corée du Sud par exemple, lire A.H. Amsden, *Asia's Next Giant. South Korea and Late Industrialization*, New York, Oxford University Press, 1989.

(11) Sur la complexité de ces discussions, lire A. Haworth, « What's So Special About Coercion ? », *Economy and Society*, vol. 19, 3, 1990.

(12) Différents points de vue sur la question se trouvent dans les travaux de

F.C. Lane, « Economic Consequences of Organized Violence », *Journal of Economic History*, 18, 1958, pp. 401-417 ; « The Economic Meaning of War and Protection », in *Venice and History ; The Collected Papers of Frederic C. Lane*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1942. Voir aussi l'étude de T.O. Schelling, « Economics and Criminal Enterprise », *The Public Interest* 7, 1967, pp. 61-78.

son rapport avec le politique en Afrique, loin des poncifs colportés dans la littérature des « pleureuses ». Or, les politiques en cours — dont on sait bien qu'elles interviennent directement dans la structuration de l'économie de la violence (les politiques d'ajustement structurel entre autres) — opèrent dans une totale méconnaissance de ce que sont devenues, dans la longue durée, les formations sociales africaines. Il n'est donc pas sûr qu'elles obtiennent les effets escomptés. Au contraire, ces effets risquent de s'avérer « indésirables ». Il en est de même des tentatives — fort à la mode — d'instauration du multipartisme « par décret ». Leurs résultats risquent d'être parfaitement inattendus.

Pis, il n'est pas sûr qu'il y ait, en Afrique, inéluctabilité du passage au capitalisme. Et il n'est pas sûr que les trajectoires de ce passage doivent suivre, partout, les mêmes règles. La nécessité de ce passage en viendrait-elle à être établie, encore faudrait-il déterminer ce que cela coûte. L'Afrique n'est, ni l'Occident, ni le Japon, ni l'Asie du Sud-Est. L'extraction ou la répression n'y produiront pas nécessairement les mêmes effets qu'ailleurs. Si accumulation capitaliste il doit y avoir, celle-ci risque d'emprunter des voies totalement insoupçonnées. C'est à faire une part à cet espace d'imprévu que nos analyses et nos politiques échouent constamment.

Pour le reste, les auteurs des différentes contributions abordent, à leur gré, certaines de ces questions. Mais ils n'hésitent point à élargir la discussion. Regretter que le numéro ne comporte aucun article sur les insurrections proprement dites ; qu'il n'ait rien dit au sujet du Libéria, du Mozambique, de l'Afrique du Sud, de l'Angola, de la Casamance, du Tchad ou du Sud-Soudan est inutile. Une pléthore de thèmes et de pays auraient pu figurer ici. Les rapports entre violence et résistance auraient dû être mieux éclairés. Les récents développements liés à la poussée de la revendication démocratique (apparition d'une culture de l'émeute, cafouillages sanglants tels que ceux qui ont eu lieu au Mali, délinquance d'État à l'exemple de ce qui se passe au Kenya et au Cameroun...) méritaient d'être pris au sérieux. Mais il s'agissait d'ouvrir une discussion et de signaler quelques pistes. Et c'est chose faite.

A.M.

Dossier thématique établi par Achille Mbembe
et Robert Buijtenhuijs